



HÔPITAL PUBLIC

STOP À LA FOLIE DES FERMETURES

1700

**C'est le nombre de services, d'hôpitaux, de maternités, d'EHPAD...
qui sont en lutte dans toute la France.**

Devant la colère qui monte dans les hôpitaux et les EHPAD, le ras-le-bol grandissant que nos parlementaires recueillent dans leur *Tour de France* démarré le 12 février, Édouard Philippe et Agnes Buzyn ont dû annoncer le lancement prochain d'une nouvelle réforme « globale, cohérente, méthodique » de l'ensemble du système de santé. Mais quand on connaît le goût de ce gouvernement pour l'austérité, la pensée de Mme Buzyn sur les 30% de soins hospitaliers qui ne seraient pas pertinents, les 4 milliards d'euros en moins en 2018 sur le budget de la santé, dont au moins 1,6 pour l'Hôpital... le pire est à craindre quand on nous parle d'un vaste plan de « transformation de l'offre de soins et qu'il ne s'agit pas de dépenser plus mais mieux ».

L'enveloppe annoncée de « 100 millions d'euros par an en plus de l'ONDAM, l'objectif national des dépenses de l'assurance maladie » est une insulte aux personnels de santé maltraités par un manque criant de personnels et de moyens. La réforme envisagée du financement à l'activité (T2A) est un leurre, l'arbre cachant la forêt : une offre de soins publique peau de chagrin!

Plus grave encore, le tout ambulatoire est réaffirmé alors que chacun voit bien s'étendre, en zone rurale comme urbaine, la désertification médicale. Une situation amplifiée par un numérisé clausus déconnecté des besoins, une université sélective et sans moyens suffisants pour accueillir plus d'étudiants médicaux ou paramédicaux. Alors oui, toutes ces luttes sont autant de foyers de révolte qui ne demandent qu'à converger ! C'est le sens de l'appel lancé le 3 février dernier, par les participants aux *États généraux du progrès social* organisés par le PCF, pour une vaste campagne sur l'Hôpital, pour un plan d'urgence immédiatement d'au moins 4 milliards pour l'hôpital public et les EHPAD. Dans chaque région, l'heure est à la convergence des organisations syndicales, des élu-e-s et citoyen-ne-s pour nous opposer à ce démantèlement programmé de nos hôpitaux publics.

Oui, la ligne rouge est dépassée et la qualité des soins est aujourd'hui menacée. Cette situation n'est en rien fatale ! Mais aujourd'hui, il nous faut sortir du constat ! Pour sa part, le PCF organise, le 14 avril prochain, une rencontre nationale consacrée à l'Hôpital public. Il est temps de montrer que dans notre pays l'argent existe. Il faut mettre un terme aux cadeaux patronaux, aux évasions fiscales, aux inégalités salariales femme/homme, au chômage comme aux gâchis financiers... et il existe une majorité pour sauver notre sécu.

Avec la *Convergence nationale pour la défense des services publics*, nous exigeons « une Santé 100% Sécu ». Un manifeste a été élaboré, il doit rapidement être mis en débat dans le pays. Ces prochains mois verront de nombreux mouvements syndicaux et sociaux. Les communistes mettront toutes leurs forces au service de la convergence de ces luttes pour créer une dynamique alternative politique à tous ces combats, pour une protection sociale du XXI^e siècle.



ELLES ET ILS ONT DIT

« Devoir dire aux patients, parfois venus de loin et qui ont attendu 6 heures que nous ne pourrions pas faire leur chimio, qu'il faudra revenir, ce n'est plus tenable ». Elles craquent les secrétaires médicales de l'Institut Gustave Roussy.

Humanité Dimanche-15-18 février 2018

Après 7 jours de grève, les secrétaires médicales de l'Institut Gustave Roussy obtenu :

- 60€ de prime mensuelle de technicité
- 3,5 CDI d'assistantes médicales pour le pool de remplacement
- une prime de 100€ pour les salariées du pool
- un poste de formateur en CDI ;
- paiement des heures supplémentaires avec mise en place d'une procédure de déclaration de ces heures supplémentaires ;
- des remplacements lors des congés payés lorsque l'activité des praticiens ne baisse pas ; la mise en œuvre d'études de projets menant à l'amélioration des conditions de travail » cite l'intersyndicale qui se félicite de la mobilisation.

« Leur action démontre, qu'il ne faut jamais baisser les bras, que d'autres choix sont possibles. L'heure n'est pas à la résignation, la lutte continue. » Intersyndicale CGT et FO

Humanité 4 février 2018

« Dans mon hôpital, quand tu travailles en 12 heures et tu es en arrêt maladie, tu dois rendre des heures car ton arrêt est compté sur 7 heures. Conclusion, tu viens bosser malade pour pas rendre des heures à l'hosto. Le seul moment où ça bouge, c'est quand un médecin se suicide ».

témoignages d'un jeune médecin sur Twitter

Humanité Dimanche-15-18 février 2018

« Le regard de Lars Noren* ne cherche pas la compassion. Non, il regarde la mort en face, sans ciller, avec une lucidité qui dérange tant elle nous rappelle combien nos sociétés maltraitent ses vieux, les cachent dans des mouiroirs qui ne disent pas leur nom. On sait. On détourne le regard devant l'insupportable et la peur inavouée de connaître ce même destin. »

*Dramaturge suédois auteur de la pièce de théâtre *Poussière*

Marie-José Sirach – Culture&Savoirs

Humanité – 22 février 2018

POUR LA DÉFENSE DES HÔPITAUX JUVISY, ORSAY ET LONGJUMEAU mobilisation unitaire

Partout en France des fermetures d'hôpitaux sont en cours. L'Essonne n'échappe pas à la règle avec, dans le nord du département, les 3 hôpitaux de proximité, Juvisy, Longjumeau et Orsay, menacés par un projet de fusion.

Faisant suite au projet calamiteux de l'hôpital sud francilien, c'est la suppression de 600 lits et 900 emplois qui est programmée.

Ce projet d'hôpital unique sur le plateau de Saclay, irréaliste, en plus de son éloignement ne sera pas en capacité de répondre aux besoins d'un bassin de population de plus d'un demi-million d'habitants, sans compter les problématiques de temps de trajets pour acheminer les patients en urgence vitale d'un bout à l'autre du département alors que les autres établissements comme l'hôpital Sud Francilien sont déjà en surchauffe. Il s'agit d'une attaque sans précédent contre l'hôpital public avec des personnels soignants qui doivent faire face à des méthodes managériales toujours plus brutales.

Le faux argument de l'ambulatoire

Pour supprimer un maximum de lits de l'hôpital public, on met en avant les progrès de l'ambulatoire. Cela ne concerne en fait qu'une faible partie des patients dont les critères physiques, sociaux et psychologiques peuvent le permettre contrairement aux personnes âgées ou dépendantes.

Il y a urgence à répondre au vieillissement de la population

Le véritable problème de l'hôpital aujourd'hui est de répondre aux nouveaux besoins qui sont ceux de patients âgés, atteints de maladies chroniques et de la perte d'autonomie, à la charge de beaucoup de familles.

La prochaine étape est la préparation d'assises départementales de la santé

Le comité de défense des hôpitaux Juvisy/Orsay/Longjumeau a déjà recueilli près de 30 000 signatures contre les projets de fermetures au profit d'un seul établissement de 361 lits. À ses côtés, les élu.e.s PCF portent ce refus de la dégradation du droit à une santé digne et de qualité pour toutes et tous. **Des réunions publiques ont été organisées à de nombreux endroits. Ce rapport de force a déjà permis des prises de position contre le projet par une dizaine de collectivités.**

Pour sa part, la fédération du PCF de l'Essonne a décidé d'organiser une campagne politique : 200 000 tracts sont d'ores et déjà en cours de distribution.

Après les États généraux du progrès social du 3 février, la campagne nationale a décidé d'amplifier cette question avec la mobilisation de nos député.e.s pour gagner la fin des groupements hospitaliers, la fin du numerus clausus et porter la proposition de centres de santé publics rattachés à un hôpital public de proximité et une maternité.

Amadou Deme

secrétaire départemental du PCF de l'Essonne



12 MESURES POUR LA PSYCHIATRIE

un plan en trompe l'œil

DES CHIFFRES

La ministre de la Santé l'a annoncé au Congrès de l'encéphale pour « améliorer » la situation de la psychiatrie. On pouvait espérer, enfin, voir la fin des politiques visant à détruire ce qui subsiste de la philosophie du Secteur et de la psychiatrie désaliéniste. Il n'en est rien ! Que propose-t-elle ?

• « Améliorer la prise en charge des patients »

Non pas en interdisant les regroupements de Secteurs et les fusions de structures (CMP, CATTP...) qui visent à réduire les effectifs, mais « par une meilleure coordination du parcours de soin ». Alors que le Secteur était fondé sur le principe de la continuité par la même équipe des soins de prévention, de cure et de post cure, ce qui est en soi un précurseur du parcours de soins. En incluant la psychiatrie dans les parcours de soins actuels, comme s'il s'agissait d'une spécialité comme une autre, elle fait passer le pivot du dispositif du Centre médico psychologique vers le généraliste. Ce nouveau parcours de soins va transférer les soins de prévention et de post-cure aux généralistes, le Secteur devant se centrer sur la crise, y compris pour les activités des CMP et des Centres d'activité thérapeutique à temps partiel.

• « Adapter la formation des IDE aux problématiques de la psychiatrie ».

Mais en refusant de mettre une formation initiale spécifique pour tous les IDE exerçant en psychiatrie. Seuls certains IDE bénéficieront d'une spécialisation dans le cadre des « pratiques avancées ». D'autre part, on ne sait pas si ces « pratiques avancées » seront centrées sur la psychopathologie et le soin relationnel permettant une clinique du sens, ou si elles seront centrées sur les troubles et la pharmacologie se limitant au traitement des symptômes et entraînant une clinique de la normalisation.

• « Développer une offre de soins en ville »

Non en créant de nouvelles structures extrahospitalières, mais en donnant des moyens incitatifs pour développer une offre de soins libérale. Les CMP, CATTP... vont continuer à être réduits au travers des fusions de Secteurs.

• « Le budget de la psychiatrie doit être préservé dans le cadre des GHT »

Ce n'est pas ce qui a été voté lors du PLFSS 2018 qui ne garantit pas le maintien du pouvoir d'achat des hôpitaux généraux, celui de la psychiatrie étant encore inférieur. Ce qui a conduit le député Ruffin à proposer un projet de loi, soutenu par les députés PCF, demandant à ce que l'évolution du budget de la psychiatrie soit au moins à la même hauteur que la MCO. D'autant qu'elle annonce mettre fin aux inégalités de moyens entre Secteurs. Ce qui risque d'entraîner un nivellement par le bas !

Ces mesures vont encore renforcer la conception sécuritaire, normalisatrice, déshumanisante, de la psychiatrie à l'œuvre depuis trop longtemps !

Le PCF quant à lui propose d'ouvrir un vaste débat de société pour refonder une psychiatrie de Secteur humaine centrée sur la continuité d'un soin relationnel de proximité visant à soigner des patients en souffrance et non à traiter des symptômes et normaliser les comportements et les population.

Serge Klopp

120

C'est ce que coûtera à la Sécu, en millions d'euros, un nouveau cadeau aux plus aisés. Un amendement surprise de la majorité réduit de 10% les prélèvements sur les stock-options.

« Ce coup de pouce » ... va conduire à transformer artificiellement des salaires en dividendes.

Challenges - 27 octobre 2017

600 000

C'est en euros, ce que vont gagner, par an, les 100 premiers contribuables de L'ISF (Flat Tax)

Le Figaro - 16-17 février 2018

2 952

C'est le nombre de sans-abri recensés la nuit à Paris lors d'une opération inédite organisée par la mairie.

Le groupe municipal Parti communiste/ Front de gauche a réclamé dans un communiqué « la réquisition des 100 000 logements vacants à Paris ».

Humanité - 22 février 2018

44

C'est le % du produit de cette Flat tax qui bénéficiera à 1% des ménages les plus aisés. Ces foyers bénéficieront donc d'un allègement de 572 millions d'euros en 2018 et de 836 millions en 2019

Le Figaro 16-17 février 2018

762

C'est, en milliards, l'augmentation de la fortune des milliardaires en 12 mois. Le nombre de milliardaires a connu l'année dernière sa plus forte hausse de l'histoire, avec un nouveau milliardaire tous les deux. Ce boom incroyable équivaut à 7 fois le montant qui permettrait de mettre fin à la pauvreté extrême dans le monde.

document d'information d'Oxfam
janvier 2018

1,6

C'est, en milliard, le montant de la coupe budgétaire aux hôpitaux publics annoncée par le gouvernement

Humanité Dimanche - 15-18 février 2018



3 QUESTIONS À Olivier Dartigolles porte-parole du PCF

 **Auteur de *Macron, entreprise de démolition* peux-tu nous présenter le livre qui vient de paraître aux éditions de l'Atelier ?**

Il s'agit à la fois de présenter la manière dont Emmanuel Macron et sa majorité exercent le pouvoir, avec une offensive globale et inédite contre notre modèle social, et d'éclairer les failles, les points d'appui pour une contre-offensive progressiste. Le macronisme mélange une politique pour les plus riches, des arbitrages pour répondre ou même anticiper les exigences du patronat et des puissances financières, avec une dérive autoritaire. Tout cela va provoquer de nouvelles secousses. L'élection de Macron n'est pas le terminus de la crise politique et démocratique. La question est de savoir si l'alternative ira dans la direction

  **Dans ce livre, tu traites des enjeux de santé et de protection sociale ?**

Oui, Agnès Buzyn, comme Blanquer pour l'éducation, ne sont pas, comme voudrait le faire croire le nouveau pouvoir, des « *ministres techniciens* », avec une « *approche pragmatique pour trouver des solutions* », mais de vrais idéologues qui contestent le principe d'un hôpital – ou d'une école – pour tous. Nous ne sommes pas uniquement face à une logique libérale et financière, à une marchandisation de la santé dont on connaît les conséquences désastreuses depuis des décennies. Il faut bien prendre la mesure que, pour la première fois, le projet de droits individuels – réduit à presque rien pour les plus pauvres – à la place de droits universels

   **Lors des débats que tu animes, les enjeux liés à la santé sont-ils évoqués ?**

À chaque fois, la question des hôpitaux arrivent dans les interventions des participants aux débats autour du livre. Et à chaque fois, cela ouvre à des échanges sur le modèle de société que nous voulons. On a vu, lors de la journée de mobilisation concernant les EHPAD, combien cela était très douloureusement ressenti. Avec une idée : le fric tue l'humain. Il y a de la brutalité, et même de la barbarie, quand l'humain n'est plus qu'une variable dans des logiques de rentabilité. Les débats permettent aussi de faire un point précis sur des situations locales et départementales. À Quimperlé, Yvonne Rainero a par exemple évoqué le rapport de la cour des comptes régionale sur l'hôpital de Quimper qui parle de « *parts de marché* », de « *zone d'attractivité* », de « *concurrence* », comme s'il s'agissait de l'implantation d'une zone commerciale. Pour la moitié sud du Finistère, il n'existe plus qu'une seule maternité. On connaît la même situation en Béarn. Dans l'urgence, on a dû rouvrir la salle d'accouchement de la maternité d'Oloron-Sainte-Marie, fermée depuis la fin de l'année dernière, pour accueillir une femme qui n'a pas pu se rendre à Pau. Il faut bien se dire qu'après des années de tensions, où l'hôpital



des valeurs de progrès, d'égalité, de solidarité, ou du côté Wauquiez/Le Pen. Le dernier chapitre du livre fait des propositions concrètes pour agir face à Macron.

est totalement et même crânement assumé. C'est le basculement vers une toute autre société en tournant définitivement le chapitre ouvert à la Libération. La santé, la protection sociale, l'avenir de l'Hôpital public est un chantier prioritaire dans la riposte à Macron.

À l'issue des *États généraux du progrès social*, Pierre Laurent a insisté sur cette question qui est aujourd'hui inscrite sur la feuille de route des communistes. Nos parlementaires seront aussi très mobilisés dans la prochaine période avec un tour de France des hôpitaux publics.

n'a tenu que grâce au dévouement exceptionnel des personnels, nous sommes aujourd'hui au moment des ruptures. Dernièrement, un médecin urgentiste me disait : « *ça va casser* ». Il nous faut être très présents dans les actions de solidarité.

La question du financement monte de partout et avec elle, le choix du progrès social et de l'humain. À Pau, nous venons de gagner une bataille : F. Bayrou et le directeur de l'établissement hospitalier avaient décidé le passage au payant du parking de l'hôpital de Pau. La mobilisation citoyenne, sous la forme d'une pétition exigeant le maintien de la gratuité, les a fait reculer. J'ai pu mesurer combien, derrière la question du parking, les personnes expriment en fait leur attachement à un service public.

Il existe dans notre pays des ressources populaires considérables pour défendre l'hôpital, pour une santé et une protection sociale répondant aux besoins humains.

